



Monsieur le Président,

Aujourd'hui marque le 81^e anniversaire de la Libération de Paris par les Alliés, mettant fin à la déportation des Juifs en France, date qui me paraît pertinente pour vous exprimer ma profonde inquiétude face à la flambée de l'antisémitisme en France et à l'absence d'action suffisante de votre gouvernement pour le combattre.

L'antisémitisme a longtemps été un fléau dans le quotidien des Français. Depuis l'attentat sauvage du Hamas le 7 octobre, 2023, cette déferlante est désormais accompagnée d'une campagne d'intimidation et de violence menée par des extrémistes pro-Hamas et des militants radicaux. Il ne se passe pas un jour en France sans que des Juifs soient agressés dans les rues, des synagogues et des écoles dégradées, et des entreprises appartenant à des Juifs vandalisées. Le ministère de l'Intérieur de votre propre gouvernement constate que des écoles maternelles ont été ciblées par des dégradations antisémites.

Des déclarations qui vilipendent Israël et des gestes en reconnaissance d'un État palestinien encouragent les extrémistes, fomentent la violence et mettent en péril la judéité en France. Aujourd'hui, ce n'est plus possible de tergiverser : l'antisémitisme, c'est l'antisémitisme, point.

Le Président Trump et moi avons des enfants juifs et partageons des petits-enfants juifs. Le peuple américain et moi-même savons très bien ce qu'il pense de l'antisémitisme. Il a chargé le ministère de l'Éducation de faire respecter les protections des droits civils des étudiants juifs au sein des universités, déclarant ainsi clairement que ni le harcèlement, ni la discrimination, ne seront tolérés. Il a augmenté les ressources à disposition du Bureau Fédéral d'Investigation et du ministère de la Sécurité intérieure afin de protéger les synagogues et les écoles juives. Il a mis en place un durcissement des contrôles migratoires pour refuser l'entrée aux États-Unis aux étrangers adhérant à la haine antisémite et pour révoquer les titres de séjour des agitateurs étrangers. Il a organisé l'expulsion des sympathisants du Hamas et a suspendu le financement des institutions qui incitent à la haine antisémite. Et il a frappé au cœur d'un des principaux États du monde qui finance l'antisémitisme et le terrorisme lorsqu'il a pris des mesures pour affaiblir fortement le programme nucléaire de l'Iran. Nous savons donc combattre l'antisémitisme, tant que nos dirigeants ont la volonté d'agir.

Aujourd'hui, les Juifs de France sont bien trop nombreux à craindre que l'histoire se répète en Europe. Les parents poussent leurs enfants à émigrer ; selon des sondages, la plupart des Français croient que la Shoah pourrait se reproduire en Europe. Presque la moitié de jeunes Français disent ne jamais avoir entendu parler de la Shoah. La persistance d'une telle ignorance nous pousse donc à nous interroger sur le programme scolaire dans les écoles de l'Hexagone.

Monsieur le Président, je vous exhorte à agir avec résolution : faire appliquer les lois relatives aux crimes de haine, et ce sans exception ; garantir la sécurité des écoles, des synagogues et des entreprises juives ; poursuivre en justice les malfaiteurs avec toute la rigueur du droit ; et abandonner les initiatives qui servent à légitimer le Hamas et ses alliés.

Dans mon rôle en tant qu'Ambassadeur américain auprès de la République française, je suis prêt à travailler avec vous et avec des responsables à travers la société française dans l'objectif d'élaborer un plan d'action qui vise les racines de l'antisémitisme pour le vaincre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Charles Kushner
*Ambassadeur des États-Unis d'Amérique
auprès de la République française et de la Principauté de Monaco*